

# TRAVAILLEURS IMMIGRES EN LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire  
Internationaliste d'Algérie . 1,50 fr.

N° 25

Novembre 1978

## ALGERIE

**Nationalisations dans le secteur commercial :**

**Des mesures démagogiques  
pour tromper les  
travailleurs !**

**LE SUIVISME**

**DES TROTSKI -**

**-STES DE LA**

**R. S. A. ENVERS**

**LES SYNDICATS**

**LUTTE**

**DES FOYERS :**

( P. 3 )

**les dangers  
de l'apolitisme !**

POINTS DE VENTE :

Librairie du cinéma I4 juillet : 4 Bd Beaumarchais, IIème.  
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.  
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 4ème.  
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème.; La Commune : 11 rue Barraud, 13ème.  
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.  
 La Pochette : 5 rue Mirbel.  
 Librairie Jonas : 14 rue de la Maison-Blanche, 13ème.  
 Syros : 9 rue de Borromée, 15ème. - Librairie Floréal : 121 av. du Maine;  
 L'Harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.  
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.  
 Lib. "Le temps des Cerises" : 50 Bd de la Madeleine, 06000 Nice.  
 Librairie 33 : rue St James, BORDEAUX.  
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.  
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.  
 Lib. "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon, 54000 NANCY  
 Librairie "LIRE" : rue Sainte, MARSEILLE.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,  
S'ADRESSER A :

T.I.L.

29 rue Descartes  
75005. PARIS.

(Ne spécifier que T.I.L.).

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- 27 Fr l'année, en timbres poste,  
(11Fr de mensuel + 16Fr de frais  
d'envoi).
- Pour l'étranger : écris-nous.

(NOUS VOUS RAPPELONS QUE NOUS NE  
POUVONS PAS ACCEPTER LES CHEQUES.)

## SOMMAIRE

### ALGERIE

p 3, 4, 5

: Nationalisations dans le secteur commercial : des mesures  
démagogiques pour mieux tromper les travailleurs !

### IMMIGRATION

p 6, 7, 8

: Foyers en lutte : les dangers de l'apolitisme.

p 9, 10, 11

: Foyers : la riposte s'organise !

p 12, 13

: Tabassages au "Printemps" : Flics et patrons main dans la  
main pour les licenciements !

### INTERNATIONAL

p 14, 15, 16

: TUNISIE : le suivisme des trotskistes de "Révolution  
Socialiste Arabe" envers les bureaucraties  
syndicales.

p 17, 18, 19

: IRAN : La dictature du Shah et le soutien de l'impérialisme  
international.

Nous informons les camarades qui nous lisent que, les frais d'impression  
ayant augmentés, le prix de vente de notre mensuel TIL a du passer de 1Fr à 1,50Fr.

## Algérie (suite).

Le mois de Ramadhan (qui a eu lieu cette année au mois d'août), est traditionnellement en Algérie le mois des pénuries et des hausses de prix. Cette année, ce phénomène a atteint un niveau inégalé jusqu'à présent. Si le Ramadhan est systématiquement accompagné de pénuries et de hausses de prix, le pouvoir tout aussi systématiquement affirme que le responsable de cette situation est le secteur commercial privé.

- Une baisse du pouvoir d'achat des masses laborieuses.

Si d'une façon générale les travailleurs ont l'habitude des queues interminables pour se procurer un quelconque produit, pendant le mois de Ramadhan la situation empire très nettement.

Que ce soit pour l'achat du pain, de la viande, des fruits ou des légumes, enfin pour n'importe quoi, les bousculades, les files et les attentes interminables sont de rigueur. De plus, les prix sont exorbitants ; aux dires mêmes d'El Moudjahid, certains produits parmi les plus vitaux ont vu leur prix doubler ou tripler. Le pain s'est vendu jusqu'à 40 % de plus que son prix normal ; le raisin a atteint 12 dinards le kilog. La qualité des produits est très médiocre ; certains produits vendus comme par exemple le lait sont même impropres à la consommation, et ont provoqué plusieurs cas graves d'intoxications alimentaires.

On peut donc constater qu'à bien des égards, la situation est des plus alarmantes pour les travailleurs.

- La politique du régime :

Face à cette situation, le gouvernement de Boumediène réagit habituellement par une campagne contre le commerce privé, qui serait à l'en croire, seul responsable de la situation. Et l'information (journaux, radio, télévision) explique que la spéculation, les pénuries sont en réalité le fait de commerçants malhonnêtes et peu scrupuleux.

Indépendamment des attaques verbales du gouvernement contre le secteur privé, en général quelques boucs émissaires sont choisis et verbalisés. Tout au plus quelques gros commerçants ont été sommés de fermer pendant une quinzaine de jours. Précisons en plus que les mesures de "rétorsion" ont touché beaucoup plus les petits commerçants que les gros.

Mais cette fois-ci, pour faire face au mécontentement des masses le pouvoir ne s'est pas contenté de sa démagogie habituelle, il a pris comme nous allons le voir un certain nombre de mesures concrètes (précisons tout de suite que celles-ci ne changent en rien la situation des travailleurs).

Tout d'abord, partout dans le pays, des contrôles des prix affichés par les commerçants ont été faits. Plusieurs milliers de commerçants ont été verbalisés. Certains récidivistes ont été nationalisés. A Alger par exemple, quatre grandes boulangeries ont été mises sous le contrôle de l'Etat.

Alors que jusqu'à présent, les commerçants qui pratiquaient des prix plus élevés que ceux fixés par le régime, bénéficiaient d'une grande clémence, la bourgeoisie d'Etat semble hausser le ton face à sa rivale du

.../...

secteur privé. Il n'est évidemment pas encore question de fermer tous les commerces privés, mais l'Etat semble décidé à prendre progressivement en charge les circuits essentiels de distribution.

C'est ainsi que la nouvelle démarche du gouvernement est décrite par El Moudjahid (du 28.8, p 3 intitulé "l'offensive anti-spéculation se poursuit") : "Des contrôles seront effectués dans chaque magasin ; si le contrôleur constate une anomalie, il la note et verbalise ; ensuite si le même commerçant continue à voler, (...) il faudra qu'il s'attende à voir la SNGA (société d'Etat) installer son personnel dans ce qui aura été son magasin. Ces mesures se poursuivront le temps qu'il faudra..."

Signalons que l'Etat n'a pas été tout à fait absent jusqu'à ce jour des circuits de distribution. Dans tous les grands centres urbains, Alger, Oran, etc..., il existe des grands magasins (Galeries Algériennes) appartenant à l'Etat, et cela sans parler des Souks El Fellah, des Cofels, etc...

#### - Le sens de la politique du pouvoir :

La signification la plus évidente de ce qui semble être une nouvelle orientation de la politique du régime en Algérie, est de détourner le mécontentement des masses résultant de la détérioration de leurs conditions d'existence. Il s'agit de faire croire aux travailleurs que d'une part, ce sont les capitalistes privés qui sont les seuls responsables de la situation actuelle, et d'autre part de faire passer la nationalisation du secteur privé commercial pour une solution aux pénuries, aux hausses, enfin d'une façon générale comme une solution à la baisse du pouvoir d'achat des masses.

On peut aussi interpréter ces nouvelles mesures gouvernementales comme une des conséquences de la crise internationale du système capitaliste. Les prix des produits importés en Algérie (produits alimentaires, industriels, etc...) continuent de croître. Le déséquilibre qui régit normalement les échanges entre pays développés et sous-développés s'accroît. "Notre" bourgeoisie va donc, pour compenser son manque à gagner et faire face à la crise, avoir besoin d'un côté de pressuriser encore plus la classe ouvrière, d'un autre côté de prendre plus en charge le secteur commercial jusque là en partie aux mains de la bourgeoisie privée, afin de pouvoir investir dans les secteurs déterminants de l'économie des capitaux jusque là immobilisés dans un secteur de distribution improductif. Elle fait ainsi d'une pierre deux coups, elle mobilise toutes ses ressources (capitalistes) face à la crise, et elle affaiblit sa rivale du secteur privé.

#### - Pour les travailleurs :

Il va sans dire que ces nationalisations et cette campagne du gouvernement, qui vise à faire passer les capitalistes privés comme étant les seuls responsables de la dégradation des conditions de vie des masses, ne sont qu'une nouvelle tentative de mystification des travailleurs.

L'étatisation du secteur commercial ne changera rien à la situation en Algérie. L'expérience montre même actuellement dans les secteurs commerciaux contrôlés par l'Etat, on spéculé, on revend au marché noir, et on trafique les prix.

.../...

Aux dires mêmes d'El Moudjahid, (17.4.1978), "Les CAPCS et les COFEL accusent un penchant préjudiciable à la vocation lucrative, le souci de ne pas voir les prix tomber, exemple type de la loi capitaliste de l'offre et de la demande, anime trop de structures..."

De plus, si hausse de prix il y a, l'Etat (donc la bourgeoisie d'Etat) est tout aussi responsable que les capitalistes privés. N'est-ce pas l'Etat lui-même qui organise la montée des prix en Algérie. Rappelons que les prix du pain et de la viande ont augmenté. La hausse du coût des légumes a été de 165 % (de 1971 à 1977), celle des légumes frais de 150 %, celle des fruits de 90 %, etc...

Rappelons aussi que la somme consacrée par l'Etat au soutien des prix des produits de première nécessité, est passé de 3460 millions de DA en 1975 à 900 millions de DA en 1978. Le prix du café a augmenté de 190 % en 1977, celui du sucre de 60 % au moment où le cours mondial de ces deux denrées était en train de baisser.

Et puis, il n'y a pas que les prix, il y a les salaires ridiculement bas et les mauvaises conditions de travail (que ce soit dans le secteur d'Etat ou dans le secteur privé) ; il y a le chômage, le manque de logements, la déficience des transports, une infrastructure médico-sociale très nettement insuffisante et cela sans parler de la répression, du manque total de liberté, etc...

De tout cela, les travailleurs doivent comprendre que c'est la bourgeoisie (toutes fractions réunies) qui est responsable. Nationalisations ou pas, face à ces affrontements entre fractions de la bourgeoisie, les travailleurs n'ont pas à prendre partie, parce que, que le capitalisme soit d'Etat ou privé, cela ne changera rien : ce seront toujours des exploités qui seront au pouvoir.

Pour toutes ces raisons, les travailleurs doivent comprendre que pour qu'ils ne continuent pas à faire les frais de la crise (hausse, chômage, ...), pour qu'ils ne continuent pas à subir cette société d'exploitation capitaliste, la seule voie est celle de l'édification de l'organisation qui présentera une alternative de classe réelle.

# IMMIGRATION

Foyers en lutte :

Les dangers

de l'apolitisme

Certains camarades du Comité de Coordination des Foyers en Lutte (CCFL) pensent que la grève des loyers n'a pas d'objectif politique, qu'elle n'est pas concernée par la politique. Ils pensent même que les travailleurs doivent se garder de faire de la politique quelle qu'elle soit, ou avoir des contacts avec une quelconque organisation.

Nous pensons que c'est là une très grave erreur que commettent ces camarades.

Dans la pratique cet apolitisme se traduit par l'interdiction par le CCFL à toute organisation politique ou individu de vendre sa presse : c'est le cas pendant les portes ouvertes organisées dans les foyers ou lors des fêtes. Lors de meetings, démanifestation, etc..., si le CCFL ne va pas toujours jusqu'à l'interdiction des ventes militantes, il voit cela d'un très mauvais oeil.

Cela se traduit aussi par une interdiction catégorique pour les "politiques" d'entrer ou de discuter avec les travailleurs dans les foyers ; certaines fois même si le militant connaît ou discute avec un travailleur !

La plupart des membres du CCFL répandent aussi l'idée que toutes les organisations ne participent au soutien à la lutte des foyers que dans leurs intérêts, pour diriger elles-mêmes la lutte, ou attirer à elles des travailleurs par on ne sait quel moyen.

En dernier lieu, combien de fois n'a-t-on (malheureusement) pas entendu des délégués affirmer aux travailleurs : "notre lutte n'est pas politique, nous ne faisons que combattre pour nos droits élémentaires" ?

Il est très important de remarquer que les délégués insistent beaucoup sur ces axes d'intervention, particulièrement le dernier, lorsque les risques de répression sont plus grands et qu'il faut se mobiliser massivement.

Ces camarades croient que la bourgeoisie sera plus "indulgente", exercera une répression moins forte, s'ils s'interdisent eux-mêmes de "toucher à la politique". Ils pensent que s'ils sont dans une situation "légale", ils seront mieux à même de faire aboutir leur lutte. Mais ils se trompent profondément.

Officiellement, ce n'était pas parce qu'ils faisaient de la politique que 18 délégués ont été expulsés hors de France en 1976, mais parce que

.../...

aux dires de la bourgeoisie, ils étaient des proxénètes, des voyous, des voleurs, etc... Nous savons en fait que leur expulsion a été due à leur combativité et leur activité dans la lutte.

C'est la preuve que l'apolitisme ne les a pas préservés des coups de la bourgeoisie. Au contraire, en développant ces idées ces camarades se désarment et s'affaiblissent dans leur combat. De fait, ils acceptent de cautionner le statut de sous-citoyen dans lequel la bourgeoisie maintient les travailleurs immigrés. A la limite leur attitude fait le jeu de l'Amicale des Algériens en Europe. On se rappelle que cette organisation disait aux travailleurs qu'ils n'étaient pas en France pour faire de la politique à seule fin de briser leur grève. Le CCFL risque aussi de faire le jeu de la Sonacotra qui a toujours été la championne de l'apolitisme pour les travailleurs immigrés.

Bien au contraire, les travailleurs immigrés doivent être partie prenante de tous les combats de la classe ouvrière en France, que ce soit pour la défense des intérêts immédiats du prolétariat, que ce soit pour des revendications à caractère démocratique (droit d'organisation, etc...) ou que ce soit pour la destruction de la société capitaliste en France et ailleurs.

On peut aussi constater que la lutte des foyers est partiellement politique, puisque la plate-forme approuvée à l'unanimité contient des revendications politiques.

Ainsi la revendication de "droit de réunion et de libre expression", et celle du droit d'organisation : "nous réclamons la reconnaissance par écrit du comité de coordination et des comités de résidents de chaque foyer" (plate-forme du CCFL). Les mots d'ordre avancés par les dirigeants du CCFL lors des manifestations (et non contenus dans sa plate-forme) : "A bas les mesures de Stoléru", etc... sont ouvertement politiques. On pourrait donner d'autres exemples...

Cet apolitisme cache donc une politique. Malheureusement une politique qui a besoin de se cacher n'est certainement pas exempte de dangers. A côté de certains aspects positifs, il y a des aspects négatifs : ainsi malgré l'affirmation de la volonté d'unifier la classe ouvrière, certains délégués utilisent le panarabisme et l'islamisme pour diminuer l'influence des organisations politiques (surtout françaises) qui participent à la lutte, et prôner l'unité des immigrés.

Cet attitude du CCFL provient d'une réaction saine aux magouilles des organisations syndicales et partis de gauche, ainsi que d'organisations d'extrême-gauche, principalement maoïstes.

Les exemples sont nombreux : tentatives du PCF et des syndicats CGT, CFDT, FO de négocier avec la Sonacotra derrière le dos des résidents ; distribution de tracts quasi-publicitaires pour le PCF, non contrôlés par les résidents mais où leur signature est apposée, etc...

Mais si les intentions du CCFL sont bonnes, la méthode est négative et ses effets risquent bien d'être désastreux. Car cette attitude se manifeste à l'égard de toutes les organisations politiques, particulièrement françaises. Ainsi elle relève dans certains cas du racisme. Et certains délégués ne s'en cachent pas dans leurs interventions dans les foyers, même s'ils ne le répètent pas à l'extérieur.

.../...

Il est juste de dénoncer les organisations politiques qu'on pense dans le camp opposé à celui des travailleurs. Mais pour cela il ne faut pas toutes les mettre dans le même sac. Il faut les juger sur leur pratique. L'attitude du CCFL est en fait méprisante vis-à-vis des travailleurs. Elle revient à penser que ceux-ci ne sont pas en mesure de se faire un jugement sur les organisations politiques. Evidemment, il est certain que les travailleurs peuvent se tromper ; mais c'est aussi le cas du CCFL !

Le droit à donner son point de vue se conquiert en montrant dans la pratique qu'on est dans le camp des travailleurs. La démocratie ouvrière est un signe de vitalité de la lutte. C'est par ce moyen, par la participation et la confrontation la plus large au sein de la classe ouvrière que les travailleurs se donnent les moyens et créent les conditions d'une meilleure évolution possible de la lutte. Cela ne signifie nullement que la démocratie ouvrière préserve des erreurs, parfois fatales. Cela signifie seulement qu'elle crée les moyens de faire évoluer la classe ouvrière dans l'unité réelle (ce qui est indispensable), et lui donne partiellement les moyens de trouver la voie politique à suivre.

Détruire la démocratie ouvrière comme le fait en partie le CCFL, et par les moyens qu'il utilise, risque de le mener à terme à la bureaucratization.

Quand le CCFL réclame le soutien inconditionnel des organisations "à la plate-forme, de toutes les décisions, initiatives ou directions du CC ou des comités de résidents de chaque foyer", et qu'il entend par là qu'elles ne doivent pas discuter de son orientation, il croit prévenir les magouilles. Mais l'exemple des organisations maoïstes (PCR, PCMLF, UCF) qui affichent un total accord avec lui montre qu'il se trompe.

Dans les comités de soutien ces organisations profitant du fait qu'il y a peu de travailleurs immigrés qui savent lire le français, modifient le contenu des tracts qu'ils ont à tirer. Ils font passer de cette façon des positions politiques qui n'ont rien à voir avec celles des grévistes. Quand le contenu de certains tracts leur déplaît, ils prétendent les diffuser, mais en réalité ils ne le font pas. Il ne faut donc pas être naïf, et croire que les organisations qui se disent "d'accord sur tout" renoncent dans la pratique à défendre leur programme politique.

On peut donc conclure en disant que le problème n'est pas de mettre dans le même sac toutes les politiques et toutes les organisations, mais de critiquer et rejeter ceux qui de fait ont une politique qui ne correspond pas aux intérêts des travailleurs.

Les révolutionnaires soutiennent les travailleurs qui s'opposent aux patrons, mais ils trahiraient ceux-ci s'ils renonçaient à défendre leur programme ou s'ils taisaient leurs critiques.

## FOYERS :

### La riposte s'organise !

Les séries de jugements intentés aux grévistes par les organismes gestionnaires de foyers de travailleurs immigrés (ADEF, AFTAM, SONACOTRA, ...) ne se comptent plus. Les résidents des foyers avaient réussi à mettre en échec la tentative d'écrasement de leur grève pendant la période des congés, moment où ils étaient plus vulnérables.

Après la série de jugements de la rentrée, ils tiennent encore bon.

Mieux ! La lutte a fait un bond en avant.

Depuis les attaques systématiques des organismes gestionnaires des foyers et de Stoléru pour briser la grève, et depuis l'augmentation des loyers de 6,5 % en juillet, de nombreux foyers se sont mis en grève. Ainsi la lutte s'est renforcée à Amiens, à Paris et sa banlieue. A Metz, 23 foyers (dont 17 entrés en lutte seulement depuis quelques mois) sont en grève, faisant de cette ville le second point fort de la mobilisation, après Paris.

D'une manière générale il y a un renforcement de la lutte en Province. Des foyers où la CGT avait brisé la grève, ou en lutte et influencés par cette centrale syndicale, rejoignent les rangs du comité de coordination. C'est le cas du foyers Sonacotra "Alliende" à St Denis, et de celui de l'AFRP à Colombes.

Il semble donc que malgré une activité accrue des organisations syndicales pour encadrer les grévistes, elles n'ont pu s'implanter que dans quelques foyers dirigés par des délégués inexpérimentés ou mal informés. Cependant, il serait faux de croire que les bureaucrates de la CGT et du PCF ( les plus présents pour magouiller...) se soient avoués vaincus.

On peut aussi remarquer la campagne faite par le comité de coordination pour élargir la lutte à d'autres foyers, principalement en province. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'un meeting a été organisé le 23 Septembre à Thionville.

Fermeté et renforcement de la détermination chez les grévistes :

Pour briser la grève, les organismes gestionnaires ont employé une double tactique :

a) attaquer un nombre restreint de résidents dans chaque foyer et éparpiller les jugements sur un grand nombre de tribunaux

.../...

b) attaquer les grévistes en référé, procédure judiciaire différente des précédentes car une affaire y est traitée plus rapidement, dans les dix jours qui suivent le dépôt du dossier. Avec cette procédure, les accusés ne sont avertis que 48 h avant le jugement. Ainsi, ils éprouvent de grandes difficultés à rassembler tous les grévistes pour riposter à temps.

Malgré cela, l'attaque des organismes gestionnaires a été repoussée. L'écrasante majorité des sentences ont été reportées à la fin du mois de septembre ou au début du mois d'octobre.

Par contre, au foyer d'Elancourt, à Rambouillet, le tribunal a condamné la Sonacotra. Les quelques foyers condamnés (seulement trois jusqu'à présent) l'ont été principalement à cause de leur isolement. Mais même là, les résidents ont pu obtenir un appel, comme à Metz où 9 délégués avaient été condamnés à être expulsés de leur foyer en cas de non-paiement des sommes exigées par la Sonacotra. D'autres tribunaux se sont déclarés incompétents.

L'aspect le plus remarquable des mobilisations de la période des congés et de celles de la rentrée, a bien été leur ampleur. Presque à chaque fois, tous les travailleurs ont arrêté le travail pour manifester. Des piquets de grève dans les foyers, composés souvent de trente résidents ont été décidés.

Ces journées d'arrêt de travail avec piquet de grève sont incontestablement un acquis important de la lutte. Dans les foyers les travailleurs disent souvent : "si nous devons nous mobiliser, nous devons tous y aller". La différence est frappante avec les précédentes manifestations telle celle qui s'est déroulée devant la palais de justice à l'île de la cité, où la participation des résidents était moins massive. Ces arrêts de travail ont aussi eu l'avantage de montrer aux patrons la forte détermination des grévistes. Ceux-là réfléchiront donc à deux fois avant d'accepter l'application de saisies-arrêts sur salaire.

Bien sûr la tactique de la Sonacotra et des autres organismes, qui imposait une mobilisation intense et permanente, a ouvert quelques brèches dans l'unité des résidents. Cela était quasi-inévitable : pendant les vacances certains foyers sont passés seuls en jugement et il en est résulté une division momentanée en certains endroits. Mais d'une manière générale c'est la tendance inverse, c'est-à-dire le renforcement de la lutte, qui s'est dessinée.

Par contre, les travailleurs devront être particulièrement vigilants et ne pas tomber dans les illusions démocratisantes concernant la justice. Les tribunaux céderont seulement par la lutte. Et même s'ils condamnent les grévistes, les travailleurs ne devront pas commettre l'erreur d'accepter cette décision sans réaction. Seule la lutte paie.

#### Un soutien très faible :

Mais la lutte est très isolée et cela est très lourd de conséquences. Les grévistes doivent, s'ils veulent vaincre, entraîner à leurs côtés les travailleurs extérieurs au foyer et en particulier les travailleurs fran-

.../...

çais. Bien sûr, ils doivent d'abord compter sur leurs propres forces, mais l'enjeu de cette lutte est trop important pour qu'ils puissent seuls la faire aboutir.

En effet, une défaite des organismes gestionnaires des foyers d'immigrés serait aussi une défaite pour le gouvernement français, qui les a soutenus à bout de bras dans leur combat contre les grévistes. Cela pourrait encourager de nombreux travailleurs à adopter une attitude aussi ferme que les résidents des foyers.

L'aboutissement de cette lutte supposerait donc un soutien de la part des travailleurs français ; mais il n'a pas été possible de l'obtenir jusqu'à présent.

L'isolement des luttes est certes un phénomène général du au manque de combativité et de conscience de la classe ouvrière.

Même dans les usines où une propagande régulière est menée, le soutien n'est pas important. Il faut donc s'attendre à ne pas avoir de résultats importants immédiats même si la somme de travail fournie dans ce sens est importante.

Ici, il faut tout de même souligner une grave erreur des résidents et du comité de coordination des foyers en lutte...

La propagande en direction des travailleurs français, outre qu'elle est très insuffisante, est animée uniquement par les comités de soutien.

Au contraire, c'est aux travailleurs eux-mêmes de s'adresser aux travailleurs français. Il faut combattre l'idée souvent répandue parmi les délégués, selon laquelle la tâche des grévistes est uniquement de mobiliser les résidents, tandis que les comités de soutien s'occupent de l'"extérieur".

Bien sûr, il y a de nombreuses difficultés à ce que les grévistes mènent cette propagande : la barrière de la langue, le racisme, les dangers de répression, la passivité ou bien carrément l'hostilité des bureaucraties syndicales, etc... Mais malgré tous ces problèmes réels cette propagande est possible et nécessaire.

En définitive, il apparaît que les organismes gestionnaires des foyers et Stoléro (malgré l'aide qu'ils ont reçue des partis et organisations syndicales de gauche) sont obligés de déchanter. La lutte est loin d'être brisée, au contraire elle se renforce. Depuis le début des attaques que les résidents ont subies, il y a quelques mois, plus de 50 foyers et cités de transit se sont mis en grève. Les travailleurs ont résisté à la bourgeoisie et lui ont même porté des coups. Aujourd'hui comme demain ils doivent continuer leur lutte jusqu'à la victoire. Demain la victoire du prolétariat, ce sera la révolution communiste.

## Tabassages au "Printemps" :

### Flics et patrons main dans la main pour les licenciements !

Douze employés immigrés d'un entrepôt du "Printemps" (grand magasin), à l'Isle St Denis en Seine St Denis, étaient arrêtés le mois d'août dernier dans le plus complet arbitraire, tabassés à la gendarmerie et sanctionnés...

Cela commence le 9 août, où deux travailleurs immigrés sont convaincus de vol par des inspecteurs de l'entrepôt, après une perquisition chez eux : tous deux auraient volé des marchandises (du genre vêtements, baignoire de bébé, etc...), soit disant pour "10 millions de centimes". Personne ne les a revus depuis et ils attendent en prison qu'on veuille bien trouver des preuves de ce dont on les accuse...

Le 30 et 31 août, la police remet ça et emmène 10 autres travailleurs immigrés à la gendarmerie. Ils sont gardés 36 heures en garde à vue et torturés : pour leur faire avouer des vols qu'ils n'ont pas commis, les gendarmes n'hésitent pas à employer des règles de fer, à les battre sur le visage, les mains, les parties génitales, et à les assommer à coups de poings après les avoir fait déshabiller...

Sous les coups, 6 travailleurs parmi les 10 articulent un "oui"; les 4 autres refusent d'avouer ce qu'on voudrait leur faire dire.

Les 6 employés ayant "avoué" sous la contrainte des vols du calibre d'un tournevis, d'un mouchoir ou d'un maillot de corps(!) sont licenciés sur le champ par le "Printemps". Parmi les 4 "irréductibles", la police arrive encore à contraindre 2 d'entre eux de signer une lettre de démission volontaire.

Résultat : parmi les 12 travailleurs immigrés arrêtés en quelques jours sans preuve aucune de leur culpabilité, 3 se retrouvent en prison, la plupart avec plus de dix jours d'arrêt de travail pour hématomes, plaies, etc..., et 10 sont licenciés.

Voilà les méthodes que la police emploie en toute impunité pour servir les intérêts des patrons, car le plus révélateur reste à venir : un des surveillants de l'entrepôt a assisté sans intervenir aux tabassages et tortures commis à la gendarmerie ; ce qui prouve irréfutablement la complicité de la direction de l'entrepôt avec les gendarmes dans cette affaire.

Aujourd'hui, après que les patrons de l'entrepôt ont essayé sans succès d'acheter à l'aide de quelques millions la démission des 2 travailleurs immigrés qui n'avaient rien avoué, les 10 victimes ont décidé de porter plainte.

La direction du "Printemps", quant à elle, a laissé entendre que l'accusa-

.../...



## INTERNATIONAL

## TUNISIE

## Le suivisme des trotskystes de RSA

envers la bureaucratie

syndicale

Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas consacré d'articles spécifiques à la critique des positions des organisations trotskystes maghrébines. Nous nous proposons dans de prochains numéros de TIL de publier une série d'articles les concernant ; nous reviendrons ainsi sur l'ensemble des divergences fondamentales que nous avons avec le courant trotskyste, et qui font que nous le caractérisons comme un courant centriste, ne représentant pas une réelle alternative de classe pour les travailleurs.

Dans l'article qui suit, nous allons critiquer la position que défend la revue RSA (Révolution Socialiste Arabe, revue animée par des militants maghrébins de la IV<sup>ème</sup> Internationale) vis-à-vis du syndicat tunisien l'UGTT. Nous montrerons précisément en quoi la politique que préconise RSA est suiviste vis-à-vis de la bureaucratie syndicale.

- La position de RSA.

Pour RSA, l'UGTT montre à chaque remontée des luttes ouvrières sa véritable nature, "celle d'un instrument du pouvoir au sein de la classe ouvrière..."(1). L'UGTT, "en condamnant les luttes des travailleurs comme étant illégales (seulement les grèves approuvées par l'UGTT sont légales), prenait position du côté du pouvoir. En dénonçant les "meneurs", elle veut briser la combativité ouvrière et isoler les travailleurs avancés du reste de la classe ouvrière". (1).

Mais selon RSA, "sous l'impulsion d'un formidable mouvement de masse", la direction syndicale (Achour et compagnie) aurait finalement rompu en janvier 1978 le cordon ombilical qui liait le syndicat à la bourgeoisie ! Cette rupture se serait concrétisée par la démission de H. Achour du bureau politique du PSD (Parti Socialiste Destourien : parti unique bourgeois), l'UGTT ayant dû ainsi "prendre ses distances vis-à-vis du gouvernement et se faire le porte-parole du mécontentement des masses, en allant jusqu'à proclamer la grève générale." (2).

.../...

IRAN

Nous savons que l'ancienne direction de l'UGTT a été emprisonnée après la grève générale du 26 janvier 1978. Comme beaucoup de travailleurs, des bureaucrates syndicaux ont été emprisonnés et certains torturés, voire assassinés.

Face à la situation qui prévalait, et qui prévaut encore après la répression de la grève générale du 26 janvier, les camarades de RSA estiment ainsi que les mots d'ordre à mettre en avant pour les prochaines mobilisations sont : - Libération de tous les détenus politiques et syndicaux.

- Pour l'autonomie et l'indépendance de l'UGTT.

- Une prétendue "rupture du cordon ombilical" :

Selon RSA, H. Achour et compagnie auraient rompu avec la bourgeoisie parce qu'ils ont démissionné du PSD, et proclamé la grève générale.

Cela est faux. On peut avancer, pour le démontrer, plusieurs raisons. D'abord les déclarations des anciens dirigeants de l'UGTT après le 26 janvier, qui, H. Achour en tête, n'ont pas arrêté de répéter que "personne ne contestait le capitalisme en Tunisie", et que "l'histoire prouvera que nous n'étions pour rien dans les émeutes du 26 janvier." !

Ne soyons donc pas plus royalistes que le roi. Comment peut-on rompre ses liens avec la bourgeoisie, sans contester le capitalisme ?!

Une autre raison fondamentale pour laquelle nous pensons que l'UGTT ne pourrait pas rompre "le cordon ombilical qui l'a liée au pouvoir", c'est tout simplement son intégration à l'appareil d'Etat. Il est de ce point de vue infondé de penser qu'il suffit que H. Achour démissionne du PSD pour qu'il se fasse "le porte-parole du mécontentement des masses" !

Ce serait oublier que l'UGTT est financée comme les syndicats américains par une cotisation de 1 % obligatoire directement perçue par les patrons, et que le syndicat est par certains aspects, une véritable entreprise capitaliste, qui possède des hôtels, des compagnies d'assurance, de tourisme, des bateaux, et même une usine, sans parler des bureaucrates qui sont directement rétribués par le patronat.

Ces liens économiques entre l'appareil syndical et le capital en Tunisie lui interdisent toute rupture fondamentale avec le pouvoir. Ceci est d'autant plus vrai que si H. Achour a démissionné du PSD et s'il a fait usage de la grève générale, c'est dans le but de renforcer sa position au sein de l'appareil d'Etat ; c'est pour se "placer" dans la course à la succession de Bourguiba.

Mais l'ancienne direction de l'UGTT a été dépassée par la colère ouvrière qui a pris une ampleur inattendue. C'est ainsi qu'elle s'est exposée aux coups de la fraction Nouria-Sayah-Farhat (dite fraction dure du régime, partisane de l'emploi de la force), qui a fait d'une pierre deux coups, en éliminant une rivale (lui substituant une direction syndicale plus "souple") et en écrasant la classe ouvrière.

.../...

# TUNISIE

## - Pas de caution à la bureaucratie syndicale.

En conséquence de ce qui précède, dire comme le fait RSA que l'UGTT a rompu le cordon ombilical que la liait au pouvoir, est de fait une caution apportée à la bureaucratie syndicale, et cela conforte les travailleurs dans leurs illusions vis-à-vis de la bureaucratie de l'UGTT.

D'un point de vue plus général, nous pensons que l'UGTT ne peut, pas plus qu'aucun syndicat à travers le monde à notre époque, organisationnellement rompre avec le capital, et ce du fait de leur intégration à l'appareil d'Etat.

Les révolutionnaires doivent donc mettre en avant les mots d'ordre de "destruction des syndicats", et "organisation autonome des travailleurs", que ce soit pour la défense de leurs intérêts immédiats (comités de grève, élus et révocables), ou que ce soit pour la prise du pouvoir (conseils ouvriers), - plutôt que le mot d'ordre trompeur et illusoire d'"autonomie du syndicat par rapport au capital" !

En avançant celui d'"autonomie du syndicat", les trotskystes de RSA laissent croire en effet que les travailleurs peuvent faire du syndicat un organisme de lutte pour leurs propres intérêts : cette politique leur fait ainsi jouer le rôle de caution de gauche, de rabatteurs pour la bureaucratie syndicale.

- Notes : (1) : RSA spécial Tunisie 3/4/1978, p. 8.  
 (2) : "Cepe" n° 1, p. 7.

## IRAN

# La dictature du Shah et le soutien de l'impérialisme international

La sanglante répression de la manifestation du 8 septembre en Iran a marqué la fin des dernières illusions sur les possibilités de libéralisation du régime du Shah. L'armée n'a en effet pas hésité à tirer sur la foule à coups de canons et de rafales de mitraillettes.

Le bilan : un véritable carnage, des milliers de morts. Les suites de la répression n'ont pas été moins féroces. Arrestations, loi martiale décrétée à Téhéran et dans II autres villes, tortures, etc...

Aussi, le soutien que les grandes puissances ont apporté au Shah à l'annonce même du massacre de milliers de personnes montre mieux (même si ce soutien est loin d'être nouveau) les liens qui unissent les pays soi-disant "démocratiques" et "socialistes" aux plus féroces dictatures.

Carter en personne téléphonait en effet au Shah le lendemain du massacre, alors qu'à Londres, Callaghan (premier ministre) envoyait un message de sympathie. L'URSS, elle, plus discrète, relatait les événements seulement le 17 septembre pour attaquer... l'Amérique, en évitant soigneusement de parler du Shah...

Hua Kuo-Feng (représentant de la Chine) rendait visite au Shah simplement quelques jours avant la répression.

Pour tous ces hommes d'Etat et les bourgeoisies qu'ils représentent, la stabilité de cette partie du monde est de première importance. Et le soutien qu'ils ont réaffirmé à cette occasion était à la mesure de l'enjeu qui s'y jouait.

- Pour les USA : l'Iran, un investissement rentable.

Depuis 1953, date du coup d'Etat (organisé par la CIA) qui a mis le Shah au pouvoir, l'Amérique a des relations toutes privilégiées avec l'Iran. Et pour les USA, ces relations sont primordiales pour de nombreuses raisons. Sur le plan politique, la situation géographique de l'Iran est d'une importance stratégique vitale : plus de 1000 kms de frontières avec l'URSS, à l'Est s'étendent également l'Afghanistan, le Pakistan Occidental puis l'Inde ; l'Iran est aussi tout proche du Moyen-Orient.

Pour toutes ces raisons, les Etats Unis ont décidé de constituer en Iran une force militaire, équipée et organisée essentiellement par eux, et qui puisse défendre leurs intérêts dans cette région du monde. Mais face à des adversaires d'envergure (comme l'URSS), il fallait pour rendre opérationnelle et efficace une armée, créer une force gigantesque sur le terrain même.

C'est ainsi que le pays s'est couvert et se couvre toujours de bases militaires. En 1975, il en existait trente le long des côtes iraniennes, du Golfe Arabo-Persique à l'océan Indien. Ces bases sont à la pointe des techniques. Un des projets déjà commencés est la construction d'une base pouvant accueillir en l'an 2000 une flotte de bombardiers plus importante que celle de l'OTAN (moins les USA). Entre autres, les 160 000 hommes de l'Armée de Terre disposent de 800 chars américains M-60 et M-47.

Outre le matériel militaire qui sert à équiper la formidable armée du Shah (160 000 hommes pour l'armée de terre, 40 000 pour l'armée de l'air), les USA apportent une aide technique formidable. 12 000 officiers sont passés par les écoles militaires américaines. D'autre part, plus de 1000 "employés" (presque tous anciens de la guerre du Vietnam) apprennent aux Iraniens à piloter et entretenir leurs hélicoptères à Ispahan (plus grande base d'hélicoptères du monde).

L'armée du Shah a d'ailleurs fait ses preuves. D'abord en réprimant les masses iraniennes, ensuite en intervenant militairement contre tous les mouvements d'opposition qui risquaient de mettre en péril la stabilité politique dans la région. On peut à ce sujet citer le rôle qu'a joué l'armée iranienne dans la répression de la guérilla à Oman, du mouvement nationaliste kurde, et le soutien qu'elle accorde aux Emirats arabes ainsi qu'à Israël.

Mais l'Iran sert aussi à l'Amérique de couverture pour la vente d'armes. Cela a été le cas pour la Jordanie, il y a quelques années pour la vente de 24 F-5-E.

Sur le plan économique, l'Iran est aussi un pays de première importance et justifierait pour ce seul fait toute l'aide qu'il reçoit. Ainsi, il produit 85 % du pétrole brut des pays qui ne font pas partie du Comecon (équivalent du marché Commun à l'Est). Cela représente donc pour les économies occidentales une région plus que vitale. Et ceci d'autant plus que les capitaux que rapporte cette ressource naturelle, sont récupérés en grande partie par les économies occidentales soit par le biais des nombreux achats de matériel militaire, soit par les investissements de la bourgeoisie iranienne dans des entreprises occidentales. Les prises de participation dans la Pan American Airways et dans le Krupp Kuttnerwerke, en sont un bon exemple.

Enfin, l'Iran est un pays rêvé pour les capitalistes. La main d'oeuvre y est peu chère, les matières premières sur place, les conditions faites en matière d'impôts et de transferts de bénéfices idéales. Aussi, de nombreuses entreprises iraniennes sont constituées par d'importants capitaux étrangers.

Dans les énormes bénéfices réalisables et réalisés en Iran, les pays européens, même s'ils arrivent bien après l'Amérique, prennent

.../...

leur part. Non seulement par les contrats d'achats de matériel militaire (la Grande Bretagne par exemple a livré en 1975 250 chars de type "Scorpion" et 760 de type "Chieftain" (- c'est plus que l'armée britannique du Rhin !), mais aussi par de nombreuses participations dans des entreprises.

- Les pays soi-disant "socialistes" : l'Iran, un enjeu important.

L'Iran profite donc d'une armée directement organisée et équipée par les puissances occidentales. Une grande partie de son industrie repose sur des capitaux américains et européens. Ces deux faits expliquent à eux seuls la dépendance technologique, industrielle et militaire de ce pays. Il fait donc du capitalisme iranien un capitalisme dépendant. Mais en même temps, sa puissance militaire et industrielle donne à la bourgeoisie iranienne une certaine marge de manoeuvre.

Marge de manoeuvre dont elle se sert et qui lui permet entre autres de signer avec Moscou de nombreux accords. En 1970 se construisait ainsi en Iran avec des capitaux soviétiques l'énorme aciérie d'Ispahan. Puis, après les accords de 1972, accords de coopération à long terme, l'URSS a entrepris l'édification d'une centrale électrique. L'URSS quant à elle reçoit la totalité des exportations de gaz naturel de l'Iran.

Cette politique du 2ème "Grand" mondial a un double objectif. D'une part bien sûr profiter d'investissements rentables ou tout simplement d'accords économiques, mais aussi d'autre part d'essayer de contre-balancer, même un peu, l'influence américaine.

La Chine, elle, a très peu d'intérêts économiques en Iran. En rendant visite au Shah, Hua Kuo Feng a cependant démontré son attachement à ce régime. C'est en fait que la bourgeoisie chinoise a intérêt à soutenir un régime et un pays qui mobilisent, de la part de l'Amérique comme de la part de l'URSS, des forces considérables tant économiques que militaires et politiques.

Dans cette lutte d'influence, et dans la course au profit à laquelle se livrent ces deux puissances, la bourgeoisie chinoise espère, en tirant profit de la rivalité des deux "grands", organiser ses propres zones d'influence.

C'est pourquoi, qu'ils se disent "socialistes" ou démocratiques, tous ces Etats impérialistes ne pensent qu'à une chose : organiser en Iran comme ailleurs le monde au mieux de leurs intérêts personnels. Dans la lutte qu'ils se mènent, les différents pays impérialistes, en versant le sang du peuple iranien, n'ont fait que prouver encore une fois la nécessité d'abattre ce système.

# QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le Capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBENT  
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.  
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE  
QUE LEURS CHAINES,  
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")